

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
18 au 24 novembre 1999

10 FF
65 FB

Projet de réforme de Guigou Justice de classe contre justice sociale !

DEPUIS DES LUSTRES, LA gauche socialiste nous assène à chaque élection qu'il faut leur faire confiance pour procéder aux changements nécessaires. Aujourd'hui encore, « Changer la vie » reste le slogan le plus utilisé par la propagande socialiste sans que nous ayons plus d'éclaircissement sur le contenu de ce changement tant de fois annoncée.

Heureusement le XXI^e congrès de l'Internationale socialiste réunit à Paris aura permis de nous éclairer utilement sur ces quelques mots qui ont mis tant

mation du fait « qu'en ce qui concerne la création de richesses et l'allocation de ressources, la supériorité du marché sur la planification s'est montrée incontestable » et en conséquence il définit la fonction des socialistes comme devant être ceux qui doivent étre capables « de penser le capitalisme, pour le contester, le maîtriser et le réformer ».

La déclaration de Paris signée par les 143 partis membres de l'Internationale Socialiste ne dit pas autre chose dans des formules creuses, histoires de jouer sur la corde sensible de l'unité dans la pluralité de tous les socialistes du monde.

Toutes les analyses économiques nous vantent actuellement les bienfaits de l'économie de marché, mais occultent le fait que les inégalités s'accroissent entre riches et pauvres, ici comme partout sur la planète. Pour plus de détails, nous vous renvoyons au supplément sur la précarité qui accompagne ce numéro du *Monde libertaire*.

Ce qui nous apparaît comme catastrophique est le fait que les États et le capitalisme ont lancé une offensive de grande envergure visant à renouveler les conditions d'une soumission permanente des classes laborieuses. C'est comme s'il s'agissait pour eux d'exorciser à jamais la hantise d'un mouvement social à caractère révolutionnaire. Plus jamais le communisme semble être leur credo.

Le problème est qu'il n'est pas suffisant de précariser, de polier et de soumettre une population pour garantir une pacification permanente.

La révolte et la contestation de l'ordre capitaliste naissent de l'existence même de rapports sociaux de production basés sur l'exploitation et la domination. Et toute l'histoire de l'humanité prouve que tout système oppresseur finit par être contesté. Plus il est violent plus dur sera la révolte.

Les socialistes, en s'affirmant de plus en plus ouvertement pour ce qu'ils sont, des collaborateurs zélés de l'ordre capitaliste s'exposent à un retour de manivelle plutôt sévère. Tant pis pour eux.

Affirmer cela peut sans doute faire sourire alors que tout semble aller pour le mieux du côté des classes dirigeantes et que la résistance populaire semble n'avoir pris sur pas grand-chose. Pour ce qui nous concerne nous prenons date.

De la création de l'ordre dans l'humanité

Nous savons, depuis Proudhon et quelques autres que les êtres humains aspirent à la création de la justice dans leurs relations et c'est cela qui finit toujours par inspirer leurs actions collectives lorsque des révoltes ou des révolutions se fomentent.

Les socialistes eux se contentent de concocter quelques nouvelles lois pour toiletter ce qu'ils appellent la justice et que nous appelons la trique, celle qui veut nous imposer un ordre, un code

pénal et obtenir notre soumission.

Les réformes proposées par Guigou n'ont comme fondement que la peur des classes bourgeoises face aux actes de révoltes individuelles qu'ils appellent « incivilité » ou « petite délinquance ».

Le nombre de prisonniers s'accroît vite, aussi vite que se répandent la misère et la précarité. Les peines prononcées par les tribunaux ont augmenté d'un tiers en dix ans et l'on s'entasse dans les cellules des prisons. Par ailleurs des « scandales » montrent du doigt à peu près tous les dirigeants importants des partis.

Il était donc temps pour « nos » socialistes de montrer combien ils sont réformateurs.

La réforme de la justice qu'ils proposent vise à accroître la productivité des tribunaux pour le tout venant sous prétexte de garantir le droit à la défense. Dans le même mouvement et plus discrètement ils vont rogner quelque peu le pouvoir des juges à mettre en examen l'élite de la nation. D'une pierre deux coups.

Et la démocratie avance concluront-ils. Vers sa chute ajouterons-nous !

Bernard. — groupe Déjacque (Lyon)



d'espoirs et illusions dans l'imaginaire de ce qu'il est convenu d'appeler « le peuple de gauche ».

Jospin lui-même dans une contribution remarquable à la tribune du congrès nous a tout expliqué. Il ne s'agit pas de « changer de société mais de changer la société ». Chacun comprendra l'importance de la nuance alors que l'ambition historique de la social-démocratie a toujours été d'arriver à un changement total de société par le biais de réformes successives.

Plus significatif encore est son affir-

Et il est vrai que la présence de 11 Premiers ministres en titre, suivi par nombres d'ex et une ribambelle de « décideurs » ne peut que nous faire mieux percevoir l'importance et le poids de cette internationale sur le cours de la politique mondiale.

La paix sociale ne s'achète pas

Les socialistes en se posant comme les garants d'un marché en quelque sorte humanisé rencontre sans doute un écho favorable auprès de trusts planétaires désireux d'agir dans un climat garantissant une certaine paix sociale assurant la rentabilité d'investissements coûteux en recherches et marketing.

Reste que cette stratégie ne peut faire illusion longtemps. Nous n'allons pas vers plus de justice sociale. Au contraire.

EDITORIAL

La concurrence mondiale fait rage, l'agro-alimentaire n'échappe pas à la libéralisation des marchés. Cela ne va pas sans casse. Les petits producteurs agricoles, premières victimes déclarées de la surenchère dans la réduction des coûts, sont entrés en lutte. Nous ne pouvons que nous sentir solidaire d'un mouvement qui défend la qualité et la quantité de nourriture pour tous. Le long débat sur la levée de l'embargo sur la viande bovine britannique n'a cependant pas de quoi nous rassurer. La contradiction entre les conclusions des laboratoires européens du CSD (comité scientifique directeur) et de l'AFSAA (agence française de sécurité alimentaire) démontre surtout la soumission de ces organismes aux intérêts économiques des États.

Lorsque les frontières ne sont plus une barrière pour le commerce, le gouvernement doit « réguler » en situation extrême pour maintenir la paix sociale. L'épidémie de la « vache folle », est arrivée à point pour permettre la mise en place d'une mesure protectionniste sans risque de représailles (vu la gravité des faits). Aujourd'hui même si les produits anglais sont aux normes, les pays boycottés tentent de gagner du temps. Ils espèrent que de toute façon grâce au battage médiatique sur la question, les consommateurs continueront d'appliquer l'embargo. C'est pourquoi ils cherchent à tout prix à obtenir l'étiquetage indiquant la provenance, avant de céder aux décisions européennes.

Peu leur importe « la santé publique » tant que la visibilité des nuisances ne remet pas en cause leur pouvoir. Lorsqu'on sait que le temps d'incubation pour l'encéphalite spongiforme peut être de 30 ans, ça fait froid dans le dos ! C'est justement cette peur qu'utilisent les dirigeants et certains syndicalistes pour tenter de nous faire vibrer sur le credo « défendons notre bonne bouffe française », peu importe qu'un anglais succombe, si les français sont protégés. Et c'est évidemment beaucoup moins grave quand ce sont les farines animales de production française qui sont fabriquées avec des résidus d'égoûts. D'ailleurs on sait que la France n'applique pas les décisions communautaires en matière d'environnement. Dans ce tissu d'hypocrisies bien pesées, il est pratique pour le gouvernement d'avoir un écologiste sous le coude pour crédibiliser la version « sanitaire » du maintien de l'embargo.

Enfin, veiller à la bonne alimentation et à la santé des individus, c'est aussi remettre en cause les rythmes de travail, notamment les pauses repas souvent expéditives. Et que dire alors de la misère endémique dont souffre des milliards d'individus. Que de choses à faire donc pour qui se préoccupe réellement de la sécurité alimentaire...

ISSN 0026-9433 - N° 1181

M 2137 - 1181 - 10,00 F



Agriculture : la rentabilité contre la santé

PERSONNE NE L'IGNORE, disettes et famines ont, plus ou moins tragiquement, jalonné le parcours de l'homme. La sécurité alimentaire, qui répond à trois critères (production globale, accessibilité de la nourriture à tous, équilibre de l'alimentation) n'a jamais été assurée au cours de l'histoire. Le passé à l'excuse des faibles rendements dus à des techniques rudimentaires. Aujourd'hui, malgré les tonnes de légumes et de fruits déversées sur les routes, malgré les millions d'animaux abattus soit par prévention en cas de maladie soit lors de plans consécutifs à la surproduction, les disponibilités alimentaires mondiales suffisent pour couvrir en totalité les besoins de la population entière. Et pourtant, chaque année, 30 millions d'individus meurent de faim, plus de 800 millions de personnes souffrent de malnutrition dans les pays du Sud. Et même au Nord, le chômage de longue durée notamment accroît la pauvreté, et le retour de la faim (le nombre de bénéficiaires de l'aide alimentaire en France atteint deux millions de personnes par an ; plus de 50 % des RMIstes ont une alimentation insuffisante et carencée (en vitamines, minéraux, fibre

De multiples atteintes à la santé et à l'environnement

Aux trois critères classiques de la sécurité alimentaire, on peut aujourd'hui en ajouter un quatrième : la non-nocivité de la nourriture, c'est-à-dire la sécurité sanitaire. Or l'évolution récente des pratiques agricoles (recours à la chimie, développement de l'élevage intensif) ainsi que les traitements de l'industrie agro-alimentaire ont multiplié les risques sanitaires pour l'homme. Ces atteintes à la santé passent par les différents secteurs de l'environnement et les chaînes alimentaires.

Les dérivés des nitrates, et plus encore les produits phytosanitaires (allergisants, cancérigènes et nuisant à la fertilité masculine) rendent la consommation de l'eau dangereuse. Les émissions d'ammoniac, de méthane, d'oxyde d'azote, liées à l'utilisation d'engrais et de produits phytosanitaires, affectent les voies respiratoires en se répandant dans l'atmosphère. L'accumulation, entre autres, du cuivre et

du zinc, liée aux élevages, est susceptible de rendre les sols phytotoxiques sur plusieurs dizaines d'années. L'exploitation intensive du sol et les remembrements accélèrent la destruction de l'humus, la désertification par érosion.

Les élevages eux-mêmes, « hors sol » notamment, constituent une source de risques sanitaires importants. L'OMS considère que l'un des problèmes majeurs de la santé, c'est la résistance aux antibiotiques, conséquence d'un usage excessif en tant que facteur de croissance, régulateur de stress et traitement préventif et curatif dans les élevages. L'absorption de viandes contenant des résidus hormonaux peut avoir des effets cancérigènes, neurologiques, immunologiques. Les élevages industriels concentrationnaires, notamment de volailles, peuvent induire différentes pathologies susceptibles de se transférer à l'homme. Un rapport de spécialistes réunis à Biarritz en septembre 1998 indiquait que la Bretagne, compte tenu de la concentration sur son territoire de centaines de millions d'animaux (porcs, poulets, canards), pourrait voir se développer une épidémie de grippe d'une ampleur considérable. Les OGM multiplient les risques de dommages irréversibles, et par nature imprévisibles, s'il y a dissémination de certains gènes dans l'environnement. La liste des méfaits pourrait s'allonger à souhait.

Concernant l'agro-alimentaire, personne ne peut connaître l'effet exact des pesticides, insecticides, additifs, auxiliaires technologiques et autres molécules sur l'organisme ; personne ne peut déterminer les pourcentages des substances administrées comme aliments (ou comme médicaments), ou reçues de l'environnement en tant qu'effluents industriels, qui persistent dans les tissus, animaux, puis humains. D'abord parce que l'information du consommateur est réduite à la portion congrue. Ensuite, parce que la législation n'est pas respectée (la Direction de la concurrence et de la répression des fraudes dresse un bilan sévère). Enfin parce que la synergie entre toutes ces molécules est difficile à mettre en évidence, parce que les effets à long terme ne sont pas encore apparus, parce qu'aussi les études scientifiques, les enquêtes épidémiologiques font cruellement défaut sur les conséquences, pour l'homme, d'une alimen-

tation frelatée. Et pour cause, la classe politique (et la justice indépendante qui lui est attachée) ne peut se permettre de mettre en accusation des chefs d'entreprise qui, entre autres, financent leurs campagnes électorales.

La course au profit

Face à des faits irréfutables, il faut s'interroger : pour quelle raison la santé de l'homme se trouve-t-elle ainsi compromise ? La réponse est sans ambiguïté. La concurrence de plus en plus vive, organisée par le système capitaliste lui-même, provoque une pression intense à la baisse des prix de production, c'est-à-dire une course aux rendements, à la baisse des coûts de production, incitant les acteurs économiques, au mieux à jouer avec les limites de la législation, au pire à frauder délibérément. L'objectif de l'éleveur devient : faire prendre aux animaux le maximum de poids au moindre coût et dans un minimum de temps ; pour le poulet, atteindre 1,8 kg en 42 jours.

Alors on recourt à n'importe quoi pour compléter la nourriture : fiente de poulet, ordures ménagères déshydratées, huiles de friture des restaurants, poussières des cimenteries, papier jour-

Les espèces transgéniques sont imposées comme l'a été le nucléaire, sans aucun débat possible, en espérant que le mouvement devienne irréversible. Le cynisme du directeur de la communication de Monsanto laisse peu de place au doute : « Nous n'avons pas à garantir la sécurité des produits alimentaires génétiquement modifiés. Notre intérêt est d'en vendre le plus possible. C'est à la Food and Drug Administration de veiller à leur sécurité. »

Les droits de propriété intellectuelle confèrent aux détenteurs des brevets l'exclusivité des royalties, et leur permet d'obliger les paysans à devenir clients de leurs propres circuits. à acheter tout ce qu'ils produisaient eux-mêmes auparavant. Déjà, plusieurs centaines de paysans indiens se sont suicidés, endettés par le coût des semences et des produits de la firme Cargill des milliers d'autres sont condamnés à l'exode rural ou à la famine.

Réagir

Quel combat mener pour résister à cette véritable dictature ? Surtout ne pas faire confiance au pouvoir politique, à la justice, aux institutions dans leur

ronnement. Sous la pression de l'opinion publique. Les groupes agro-alimentaires adaptent leur stratégie : ils sont de plus en plus nombreux à mettre en place des filières sans OGM. Un laboratoire privé britannique a même dû se mettre en faillite après le faux-bond d'investisseurs effrayés par l'opposition croissante aux OGM.

Des associations d'agriculteurs américains pourraient tenter très prochainement une action en justice pour pratiques monopolistiques contre les principaux fabricants de semences génétiquement modifiées. C'est aussi sous la pression des organisations écologistes et des scientifiques (ils ne sont pas tous à la solde du capital) que Monsanto renonce à son programme « Terminator ». En démontant un Mac-do en construction, la Confédération paysanne inscrit sa protestation dans le cadre d'une lutte contre la mondialisation de l'économie, la standardisation de l'alimentation, l'uniformisation du goût, même si la démarche globale n'aboutit pas (pas encore) à la mise en cause de la logique du marché.

Pour une radicalisation et une coordination des luttes

Il faut amplifier ces luttes, les coordonner, les radicaliser informer, dénoncer sans relâche (articles, tracts, débats...), s'opposer à la course à l'agrandissement, aux extensions légales ou illégales, favoriser l'installation de jeunes pour casser la dynamique d'élimination des petites exploitations, faucher les parcelles de cultures transgéniques, promouvoir l'agriculture biologique parce qu'elle s'oppose aux intérêts des grosses firmes agro-chimiques, renforcer les liens entre (petits) producteurs et consommateurs, réduire les circuits de distribution afin d'éliminer les intermédiaires parasites, boycotter les produits des Dupont de Nemour, Dow, Monsanto, Bayer, Hoescht, Rhône-Poulenc, Danone, Nestlé, Unilever et autres Kellogg's, valoriser les produits locaux, les coopératives biologiques, cultiver son jardin quand c'est possible, développer la solidarité internationale avec les paysans privés de terres, soutenir les inculpés du syndicalisme contestataire...

Plus que le trou dans la couche d'ozone ou l'émission de gaz d'échappement, la pollution alimentaire est, avec celle d'origine médicamenteuse, la forme la plus grave parce qu'elle atteint et pénètre directement les organismes vivants. Grâce à d'énormes moyens financiers qui leur permettent de conditionner les choix des gouvernements, les grands groupes chimico-pharmaceutiques, agro-alimentaires inondent délibérément le marché de produits dangereux, risquant de provoquer à terme une catastrophe sanitaire, notamment par l'effondrement complet du système immunitaire des individus. Et si nous décidions de (re)prendre en charge notre corps, de (re)prendre le pouvoir sur notre vie, en sachant que l'aliment sain est le meilleur médicament.

Jean-Pierre Tertrais. — groupe
La Commune (Rennes)



nal, boues de station d'épuration, et même du placenta humain... D'où les scandales de la vache folle, du poulet à la dioxine. D'où aussi l'essor de la nutrition qui permet à l'industrie pharmaceutique de proposer sous diverses formes (dragées, comprimés, gélules...), et pour plus cher évidemment, les nutriments (vitamines, oligo-éléments...) qu'une alimentation équilibrée devrait normalement prodiguer.

Plus que le profit en lui-même, c'est un système unique de production que veulent établir sous l'égide de l'OMC, et avec la complicité des États, les multinationales de l'agro-alimentaire qui contrôlent toutes les étapes de la production agricole, depuis les intrants (semences, engrais...) jusqu'à la commercialisation.

ensemble, comme le fait une proportion trop forte de la population, soit par nécessité, soit par démission, mais encourager l'action directe de cette population. On ne pourra faire l'économie d'une rupture avec un système agraire fondé sur le gaspillage, la surproduction, l'exploitation, un système qui hypothèque nos ressources en eau, met en péril la santé des agriculteurs et des consommateurs, aggrave le chômage par la disparition des petites exploitations, accentue les déséquilibres entre régions et la désertification rurale, entraîne la perte de fertilité des sols, détruit des paysages bocagers, grève lourdement les impôts, favorise la mainmise de quelques grandes firmes sur les réserves génétiques, compromet l'autosuffisance alimentaire du Sud ! On ne peut être réellement efficace que si l'on a compris que cette agriculture se trouve elle-même sous la domination des firmes agro-alimentaires, comme la médecine l'est sous celle des laboratoires pharmaceutiques.

Des individus, des associations, des collectifs, des réseaux, des mouvements divers luttent pour une agriculture plus respectueuse des hommes et de l'environnement.

le monde
libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	☐ 45 F	☐ 70 F	☐ 60 F
3 mois 13 n°	☐ 105 F	☐ 170 F	☐ 140 F
6 mois 25 n°	☐ 195 F	☐ 310 F	☐ 250 F
1 an 45 n°	☐ 350 F	☐ 530 F	☐ 400 F

Abonnement de soutien : 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n°(inclus).

Chèque postal ☐ Chèque bancaire ☐

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ☐

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : J. Toublet
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie :

Les Informations dieppoises SA,
8, rue Claude Groulard, 76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie

RECTIFICATIF

En page 2 du Monde libertaire n° 1079, L'article « L'OMC lorgne sur l'école » n'est pas du groupe F.A. de Nantes. Le vrai signataire en est Nico Hirtt.

Sans-papiers

En apnée dans la Coordination 93

NOUS SOMMES QUELQUES-uns, militants libertaires du 93, à participer aux actions des sans-papiers menées dans notre département, particulièrement à Saint-Denis, au sein de la Coordination 93 des sans-papiers qui « occupe » actuellement les locaux de l'ancienne Trésorerie. Pour comprendre la nécessité de bonnes capacités respiratoires avant l'immersion dans cette lutte, un petit historique s'impose. La coordination est composée de sans-papiers et de soutiens dont une bonne partie d'obédience P.C. « cornaquent » l'organisation, par la possession de la permanence et un mode de fonctionnement qui leur permet de garder le contrôle: A.G. des sans-papiers suivie de celle des soutiens et d'un exécutif. Un petit nombre de personnes peut ainsi

détenir fonctions et pouvoirs: les « soutiens ». C'est en juin 1999, que, pour tenter de débloquent une situation assez tendue, la Coordination convoque une A.G. extraordinaire durant laquelle les sans-papiers vont proposer une occupation.

Des soutiens très envahissants

Des débats assez houleux s'ensuivent, car les soutiens sont en majorité contre cette proposition, mais la présence d'un grand nombre de sans-papiers et de quelques copains, ce jour-là, fait que l'occupation est décidée à la majorité... Les soutiens vont alors imposer un certain nombre de conditions pour l'application de cette décision, en particulier que cette occupation soit négociée avec

une personnalité du département qui accepterait de nous prêter un local... ben voyons!

Quand à l'objectif de cette occupation, il était pour les sans-papiers, la régularisation d'un certain nombre d'entre eux (19). Il s'agit de tous les militants de la première heure rejetés systématiquement par la préfecture parce que n'entrant pas dans les critères de la loi (des célibataires, en particulier des femmes). Et cette fois, les sans-papiers étaient déterminés à se battre pour ces camarades précisément. C'était sans compter avec les soutiens qui demandèrent à rajouter d'autres dossiers pour constituer la liste, ce qui n'avait plus aucun rapport avec le projet initial et remettait ces camarades dans la même situation: « les mauvais dossiers d'une liste ».

Un compromis fut néanmoins trouvé avec le rajout d'une vingtaine, puis d'une dizaine de dossiers (soit 49 dossiers), compromis qui fut source d'âpres divisions entre les sans-papiers, et dont on aurait pu se passer.

Enfin les soutiens réclamèrent la constitution d'un collège de médiateurs chargé de négocier avec la préfecture. Collège formé de « personnalités » du département, personnalités politiques, culturelles, syndicales et... religieuses, de tendance gauche plurielle, plus d'une vingtaine en tout, mais dont quelques-uns seulement se retrouveront à négocier, les autres n'étant là que pour la photo. Collège de médiateurs choisis évidemment par les soutiens...

En juillet et août, il était donc question de préparer cette action, des commissions furent formées, celle d'occupation obtint même du maire de Saint-Denis la promesse d'un local. Mais c'était les vacances, et si les commissions constituées en majorité de sans-papiers purent tout à fait travailler, peu de décisions purent être prises (sans contrôle) et la commission juridique fut carrément sabotée.

Et quand l'automne arrive avec les soutiens, le 26 septembre nous entrons dans l'ancienne trésorerie prêtée par le maire de la ville et déposons les dossiers en préfecture. Surprise, le lendemain, 6 sans-papiers se mettent en grève de la faim, au grand dam des soutiens, ça n'était pas prévu dans leurs plans... et face à la détermination des grévistes et la solidarité de leur camarades, les « soutiens » sont bien obligés de soutenir, non sans exprimer leurs réticences. Commence alors un va-et-vient préfecture-

médiateurs-coordination, dynamisé par la grève de la faim. La préfecture a dans les mains une patate chaude dont il faut qu'elle se débarrasse au plus vite, et pour cela, elle va reculer petit à petit, malgré tout les efforts fournis par les soutiens et les médiateurs pour faire cesser cette grève.

Car pour essayer d'arrêter cette grève les soutiens dévoileront leur vrai visage, faisant fi des décisions des sans-papiers, menaces, chantage, exclusions, manipulations, les vieilles pratiques stalinienne refont surface, et si elles ne sont pas toujours contrecarrées, elles seront toujours dénoncées par une poignée de militants et de sans-papiers dégoûtés, affirmant ainsi leur volonté d'autonomie.

Les grévistes tiendront courageusement 40 jours, 40 jours sous la pression croisée des médiateurs (qui trahissent leur mandat), des soutiens communistes et de la préfecture. 40 jours où la solidarité sera parfois mise à mal par ces pressions mais aura tenu bon. 40 jours où nous avons représenté un danger pour ceux qui veulent contrôler la lutte des sans-papiers et la tenir sous leur coupe.

Aujourd'hui, jeudi 11 novembre, les sans-papiers ont obtenu, sur 49 dossiers, 11 récépissés, 4 autres sont à venir bientôt, et 9 dossiers sont dits complets et à convoquer, il en reste donc encore 25 à arracher, mais les négociations s'arrêtaient lundi 15 novembre et nous étions loin du compte!

Le cas par cas, on en veut pas, quelle meilleure illustration, mais aujourd'hui il reste beaucoup à faire, les sans-papiers sont pris en otage, leur autonomie sera la nôtre!

Gabriel

Application des 35 heures à Vénissieux
Multiplication des conflits

LA UNE DU MONDE LIBERTAIRE N°1174 AVAIT POUR titre « 35 heures, stoppons les arnaqueurs ». Un mois plus tard et au vu de toutes les informations que nous pouvons récolter ici ou là nous sommes amené à constater combien cette affirmation se vérifie jour après jour.

Par exemple et pour le seul secteur de Vénissieux, dans le Rhône, l'union locale de la CGT s'inquiète de la multiplication des arrêts de travail et de grèves organisées par des salariés s'opposant à des négociations infructueuses et même parfois impossible à mettre en route à propos des RTT (réduction temps de travail) liées à la loi sur les 35 heures. Il arrive même qu'aucun projet de négociation ne soit entrevu à moins de deux mois de la mise en application de cette loi.

Reste que le seul moyen qu'aient entre les mains les négociateurs syndicaux pour aboutir à des « arrangements » et à en tirer quelque chose d'acceptable pour les salariés, est la grève, provoquée par les exigences et les marchandages des directions sur la flexibilité, l'annualisation, les temps de repos et surtout, le point sensible des salaires revus à la baisse et maquillée par des primes de toutes sortes. Si, sur la fiche de paie, le salaire net semble identique dans un premier temps, il ne faut pas oublier qu'une prime ça peut sauter et que les effets sont importants sur le montant des indemnités maladie par exemple.

Il en a été ainsi chez RVI avec un plan adopté par des syndicats très peu représentatifs et contre l'avis de 80 % du personnel. Idem chez Renault Lyon sud où la direction veut faire bosser les magasiniers six jours sur sept.

Chez Wallon-Axial, les chauffeurs ont stoppés le boulot trois semaines pour conserver leur médiocre salaire qu'on voulait leur raboter en vue des 35 heures.

Chez Discol-Prodirest à Corbas, une filiale de Promodes-Carrefour spécialisée dans la distribution alimentaire aux collectivités, les accords sur la RTT ont été signés en juin par trois syndicats minoritaires (CGC, CFTC, FO). Appliqués le mois dernier ces accords prévoient la baisse du salaire de base compensé par deux primes dûment éjectables en cas d'absence pour maladie ou retard. Les salariés refusent cette magouille patronale qui tôt ou tard les pénalisera.

Pour bien marquer leur désaccord sur la manière qui est utilisée pour les exploiter à la mode gouvernementale « Aubry II » une trentaine de chauffeurs livreurs et magasiniers préparateurs se sont rebellés et organisent un piquet de grève depuis le 2 novembre. Pour toute réponse, la direction qui refuse toute entente profère des menaces de licenciements pour faits de grève. Deux interventions d'huissiers de justice ont été demandées et une comparution au tribunal est faite à deux délégués syndicaux. Par ailleurs les patrons cherchent à semer la zizanie entre salariés en utilisant du personnel non-gréviste aux postes des grévistes. Notons que Discol emploie 21 salariés intérimaires depuis plus de deux ans.

Aux dernières nouvelles les employés du site de Wissous en Seine-et-Marne suivraient le même chemin de lutte que ceux de leurs camarades lyonnais. Il est clair que l'application des 35 heures réserve encore bien de mauvaises surprises dans les entreprises où le personnel est peu ou pas organisé. Qu'on se le dise.

Daniel. — groupe Déjacque (Lyon)

En bref

■ Drapeau noir n° 16 a paru: *Foire de l'autogestion; Le plein emploi: le retour du mythe?; Sur la plage... l'exil; Insécurité! — Violence! — Insécurité!; Ecologie concrète et attitude libertaire; Interview des Libertarios; Rien ne sert de gueuler si c'est dans son coin; Interview de Yasmina; Mumia Abu-Jamal ne doit pas être exécuté. Drapeau noir peut être commandé contre un chèque de dix francs à l'ordre de CESL. adresse: CESL BP 121 - 25014 Besançon cedex Abonnement 5 numéros: 50 F.*

■ Le groupe Albert-Camus de la F.A. assure une permanence tous les jeudis de 18 h à 20 h à l'Athénée A-Camus, 36, rue Cugnaux à Toulouse. Site web: <http://www.anarchie.net/aac>

■ On peut contacter la liaison F.A. de Saumur: écrire au groupe Malatesta, 26 rue Maillé, 49000 Angers.

■ Parution de la feuille mensuelle « Le Montpellier libertaire » édité par le groupe « Un autre futur »: 5, rue Jeanne d'Arc, 34000 Montpellier.

■ Parution de la « Lettre du Gard » édité par le groupe du Gard de la F.A. c/o AGDIR, B.P. 5018 - 30900 Nîmes.

■ Parution de « La Faille » n°17 édité par le groupe Jules-Vallès de la F.A. Prix: 6 F le n° ou 36 F l'abonnement d'un an. c/o LAP, B.P. 230 - 38033 Grenoble cedex 02 (chèque à l'ordre de LAP).

Faits d'hiver
Du réalisme!

José Bové est assurément un cœur pur. La teneur et la constance de ses convictions, son courage militant, son engagement de toujours aux côtés et au milieu des sans-grade d'une paysannerie qui se veut au service de la vie... forcent le respect.

Reste qu'il est permis de s'interroger sur ses dernières déclarations en faveur d'une Organisation mondiale du commerce qu'il cautionne désormais haut et clair en en revendiquant un contrôle citoyen (comme les ânes d'ATTAC) et judiciaire (comme les ânes d'ailleurs)!

Ah Dieu que la République (bourgeoise) serait belle si les marchands de canons se résolvait à vendre des pistolets à eau, si le patronat se la jouait philanthrope, si l'armée se convertissait à la non-violence, si les flics se contentaient de régler la circulation devant les usines en grève, si les juges faisaient montre à l'égard des pauvres hères de la même mansuétude dont ils font allégeance à l'égard des puissants, si les politiciens se mettaient au service du peuple pour le seul profit de l'intérêt général, si le père Noël avait lieu tous les 25 du mois...

Mais faudra-t-il encore convaincre de tout cela Daniel Cohn-Bendit, le nouveau pape écolo du réalisme, qui, sans être en désaccord sur le fond avec José Bové, s'inquiète de l'audace de telles revendications, au motif qu'elles pourraient « diaboliser » l'OMC et « faire le jeu d'un bilatéralisme qui ne profite qu'aux plus forts ». Et persuader le pape, qui prépare actuellement un « document de repentir » pour les crimes commis par les croisés dans les régions qu'ils ont conquises, de se calmer, histoire de laisser un peu de temps au temps!

Ah, putain de bordel de merde, comment est-ce Dieu et le Diable possible, que l'anarchisme social se voit encore affublé de l'étiquette... d'utopiste?

Jean-Marc Raynaud

L'instruction civique au collège Education à la citoyenneté ou apprentissage de l'obéissance ?

DEPUIS LES ANNÉES 70, ON ne faisait guère plus d'instruction civique à l'école, jusqu'à ce que Chevènement tente de rétablir l'apprentissage de la Marseillaise, des symboles de la République tels que le drapeau français, pour ressouder l'école autour de l'idée de nation. À l'époque, il y eut peu de réactions, en dehors de quelques antimilitaristes ou pacifistes, les enseignants montrant dans leur ensemble une sorte de résistance passive.

Aujourd'hui encore, et depuis qu'ils sont au pouvoir, ce sont les socialistes qui brandissent le drapeau national.

Refusant de s'attaquer de front aux inégalités sociales, ils renouent avec l'idée qu'un bon enseignement des « valeurs de la République » suffirait à prévenir les actes de violence dans les collèges et les cités. N'ayant pas les moyens de proposer un avenir

radieux aux jeunes, ils tentent de leur faire miroiter un avenir politique de futurs citoyens. S'il y a un mot qui revient dans tous les discours en cette fin de siècle, c'est bien celui de « citoyenneté ».

Un instrument de propagande

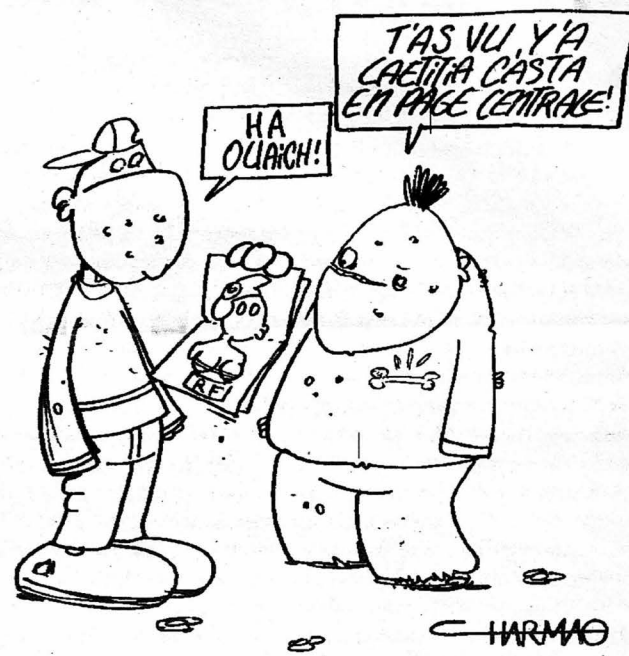
Pour parachever l'édifice de l'éducation à la citoyenneté commencée en primaire, de nouveaux programmes d'instruction civique pour la troisième entrent en application dès cette rentrée scolaire. cela pourrait sembler bénin qu'ils n'étaient pas inscrits au Brevet des collèges. Des manuels sont édités permettant à certains éditeurs en mal de nouveauté de se remplir les poches au passage, et de guider nos malheureux professeurs « incapables d'éduquer ». Les cours doivent être assurés par les profs d'histoire-géographie, sans

dotation horaire supplémentaire, donc au détriment de ces matières.

On peut penser que la connaissance des institutions est bien utile pour qui veut comprendre le monde et qu'elle participe à la formation des futurs citoyens. Mais on ne tardera pas à trouver en grattant un peu ces nouveaux programmes un projet pensé d'embrigadement et de mise sur les esprits. C'est là toute l'ambiguïté de l'enseignement de l'éducation civique. Le choix des contenus et des rubriques (certaines étant à débattre, d'autres à retenir) participe au développement d'une nouvelle forme de propagande gouvernementale.

À l'école primaire, les nouveaux programmes incitent davantage les enseignants à s'appuyer sur la vie de la classe. De fait, les valeurs développées seront plus directement liées aux choix pédagogiques et relèveront davantage d'une éducation plutôt que d'un enseignement unilatéral. Exemple tiré du Bulletin officiel d'août 1999, p 65 : « Si l'on veut que les élèves comprennent ce qu'est une loi [...], il faudra s'appuyer sur les activités scolaires qui relèvent d'une démarche voisine. C'est le cas lorsque les élèves sont encouragés à modifier le règlement intérieur de la classe ou de l'école ». Depuis longtemps, certains instituteurs (trices) se réfèrent aux pratiques des classes coopératives, notamment à la pédagogie Freinet ou institutionnelle et organisent au sein des classes des conseils d'élèves, sous forme d'assemblée générale hebdomadaire. Ces réunions tendent à favoriser l'expression libre des élèves afin de gérer les conflits et de faire des propositions de travail. Pour ces classes, c'est la réunion qui tient lieu d'exercice de la citoyenneté. Collectivement, et en lien direct avec leur vécu, les enfants vont comprendre la nécessité de règles de vie communes. Ils entrevoient la capacité

VOILÀ LE NOUVEAU MANUEL CIVIQUE



Les manuels à la poubelle !

Voici quelques exemples cités par Raymond Jousmet dans la revue *l'École émancipée* de septembre 1999.

Dans le manuel Nathan, p26 : définition de la Défense nationale : « La Défense de la France est celle de ses habitants, de son territoire et de ses intérêts économiques vitaux ». Dans le Belin, p 87 : « Le monde a changé. La guerre froide est terminée avec l'effondrement de l'Union soviétique. Aujourd'hui, la France, nation pacifique, n'a plus d'ennemi clairement désigné. [...] En revanche, de nouveaux défis se présentent à l'humanité avec la prolifération des armes nucléaires et chimiques, les atteintes à l'environnement, le trafic de drogues, la grande criminalité, le terrorisme. Aucun État n'est à l'abri de ces menaces. »

Tous les manuels insistent pour dire que la Défense nationale est un devoir pour chaque citoyen et vont jusqu'à justifier de possibles interventions militaires françaises à l'étranger.

Dans le chapitre Brevet blanc n°1 (sic) il est question du chômage et de la lutte contre l'exclusion. Un questionnaire aux élèves accompagnant un graphique où, comme par magie, la courbe du chômage baisse visiblement, induit chez le lecteur un acquiescement de la politique gouvernementale en matière économique. Vive Jospin et les emplois-jeunes !

Virginie

LYON

Licencié pour un préservatif

L'ANTENNE DE L'ÉTABLISSEMENT DE TRANSFUSION Sanguine (ETS) de l'hôpital de la Croix rouge est l'objet d'un scandale qui ne cesse de nous interpellier. Figurez-vous qu'un assistant technique embauché par intérim a eu l'audace au cours d'une pause de montrer à ses collègues de travail un préservatif féminin et de leur expliquer quelque peu le mode d'emploi.

Quelques jours plus tard un fax arrivait sur le bureau de l'agence d'intérim signifiant que le technicien vulgarisateur de méthodes contraceptives encore peu connues dans ce beau pays était tout simplement remercié et pouvait aller tenir ses discours ailleurs.

Le motif de ce licenciement étant trop grossier pour être honnête il faut sans aucun doute en chercher les raisons ailleurs que dans le prétexte invoqué par le directeur des ressources humaines de l'ETS.

En fait ce technicien est aussi président de l'association AIDES Lyon Rhône Ain et avait participé quelques jours auparavant à une réunion concernant la restructuration des centres de transfusion sanguine qui doivent être regroupés

dans un Etablissement français du Sang. Il s'était inquiété de la reconduction du budget qui permet aux seuls centres pilotes de Lyon, Lille et Montpellier de l'ETS de procéder à un dépistage précoce du VIH et du virus de l'hépatite C par PCR. Cette technique permet de détecter par amplification génique sur les premiers dons du sang, non pas les anticorps qui apparaissent plusieurs semaines après la contamination, mais le virus lui-même dès qu'il est présent dans l'organisme.

Ce procédé est coûteux et ce sont les trois centres pilotes qui en supportent la charge financière.

De là à penser qu'à l'occasion d'une restructuration la direction tente de faire des économies sur le dos de notre santé il n'y a qu'un petit pas à faire.

Le conseil national de la fédération Aides à Paris mène actuellement son enquête pour connaître le fin mot de l'histoire. Quant au technicien, il n'a même pas pu porter plainte aux Prud'hommes puisque l'agence d'intérim lui a payé la totalité de son contrat.

Le monde est bien fait, non ?

Al Capote - groupe Déjaque (Lyon)

crises de foi

Sectes : des miracles à gogos

Beaucoup de sectes prétendent guérir les maladies. Ainsi, l'Alliance universelle soigne les maladies grâce à l'imposition des mains, car les médicaments sont « nuisibles », quant à la médecine, elle est « inutile », rien que ça ! « Au cœur de la communication », une autre secte, soigne quant à elle en aidant les gens à évacuer les mauvaises ondes émotionnelles qui les rendent sensibles aux maladies. Attention, ce ne sont pas des rigolos, car ils prétendent guérir le sida et le cancer. Le « Culte antoiniste », lui, soigne grâce à l'eau bénite, un peu comme à Lourdes. Il n'empêche que les catholiques ont affaire à une concurrence de plus en plus grande.

Pour attirer les gogos, il va falloir à l'Église une multiplication de « miracles de Lourdes », comme elle ose les appeler. En tous cas, elle possède un sacré gourou, qui se fait appeler « papa » qui, lui, connaît les raisons de l'épidémie du cancer. Cela n'est pas dû seulement à une histoire de cellules qui dégénèrent, comme essayent de le faire croire les médecins... La cause est ailleurs, dans « les comportements des personnes et de certains de leurs comportements sexuels ». Le cancer serait-il une punition divine ? Je ne tiens plus, je cours chez mon curé, il a toujours un bon stock d'eau bénite et des mains apposées où il faut. En parlant d'eau voici une anecdote qui nous vient du village de Dolukande, au Sri-Lanka. Là-bas, un moine bouddhiste prétend posséder une eau « sainte » qui soigne et qui fait même des miracles. Du coup, chaque semaine un million de personnes viennent au village voir et écouter le moine. Voilà qui doit faire rêver un bon nombre de gourous...

Seulement voilà : le réservoir d'eau est d'une propreté discutable. D'où une prolifération d'affections gastro-intestinales, avec des risques d'épidémie. Les autorités médicales ont demandé que l'on mette du chlore dans le réservoir mais le moine s'y est opposé car ce traitement enlèverait à l'eau tout son pouvoir...

Régis Boussières. - groupe Kronstadt (Lyon)

10 ans après la chute du mur Désastre social à l'Est

LA SEMAINE PASSÉE, LES MÉDIAS nous ont bassiné les oreilles avec la fête du dixième anniversaire de la chute du mur de Berlin. Confrontée au désastre social sans précédent, la population a largement boudé ce cynique spectacle. Certes, l'implosion du bloc soviétique a permis de libérer les esprits d'un contrôle omniprésent du Parti communiste. Mais, pour le reste, le bilan de dix années de démocratie de marché montre à tous les enthousiastes de la première heure que la misère ne cesse de s'étendre sur les pays d'Europe centrale et orientale.

Instrumentalisant l'aspiration populaire à vivre mieux et être libre, les démocraties occidentales se sont empressées d'imposer au pas de charge les lois du capitalisme privé. Après plus de quarante ans de capitalisme d'État, c'était l'occasion unique pour les charognards d'accéder à un marché régional de plusieurs centaines de millions de consommateurs. Pour arriver à cette fin, leur tour de passe-passe idéologique a consisté à assimiler l'effondrement du communisme autoritaire à la fin des utopies. L'occultation de tout débat idéologique sur le projet de société a permis de présenter le couple démocratie représentative-économie de marché comme la seule alternance possible.

Paupérisation massive

A l'époque, la transition économique ne devait durer, selon les experts du FMI, que 4 à 5 ans alors qu'en réalité, la période de soudure risque de se prolonger

durant plusieurs décennies. L'insertion dans l'économie mondiale s'effectue à des rythmes différents selon les héritages de chaque pays. Conséquence, les disparités régionales s'accroissent. La course à l'intégration dans l'Union européenne a ainsi conduit la Slovaquie ou la Croatie à se débarrasser de leurs régions les moins développées économiquement. Pour attirer les capitaux, des avantages fiscaux sont également offerts par la mise en place de zones franches comme en Tchéquie et en Roumanie. En plus de la marginalisation géographique de certaines régions, la tendance générale des pays d'Europe médiane est à la paupérisation massive de la population.

Malaises et transformations des campagnes

Les écarts sociaux ne cessent de se creuser. 50% des habitants ont vu leurs revenus chuter. Sous la pression de la mondialisation, la restructuration industrielle et la privatisation provoquent comme partout une augmentation importante des emplois temporaires et à temps partiels. Or, comme sous l'ancien régime dictatorial, l'entreprise industrielle ou agricole était aussi un lieu de socialisation (école, santé, logement, etc.), la fermeture de ces établissements provoque une perte du statut social et explique le retour au pouvoir des anciens dirigeants communistes.

Dans ces conditions, les campagnes où vit jusqu'au deux tiers de la population comme en Albanie, sont perçues par les gens comme une sécurité sociale malgré la détérioration des conditions

de vie. Ainsi, en Roumanie, le taux de population rurale passe d'un quart en 1989 à un tiers aujourd'hui. Mais, la progression du chômage est dramatique dans les campagnes. En Pologne, sur les 435 000 salariés des fermes d'État, 70 000 seulement y travaillent encore. Les ouvriers paysans sont devenus ainsi des ouvriers chômeurs. Par ailleurs, pour les nombreuses personnes qui travaillaient à la fois dans l'industrie et les coopératives, la perte de leur emploi urbain les conduit à de se replier sur leur village. Le malaise social des campagnes ne traduit donc pas un exode rural (sauf dans un seul cas : l'Albanie). Au fur et à mesure que l'emploi salarié diminue, l'emploi informel, familial progresse. L'espace rural a alors pour fonction de cacher et d'éponger une partie des chiffres du chômage. Pour échapper à cette spirale dépressionnaire, les seules perspectives d'emplois mieux rémunérés se trouvent à l'étranger. 250 000 Albanais ont ainsi immigré en Grèce et 70 000 se trouvent maintenant en Italie où les salaires sont 30 fois supérieurs. En Europe de nord, l'émigration est plus saisonnière que définitive pour les Polonais ou les Tchèques qui fournissent aussi une main-d'œuvre docile pour les patrons italiens et grecs.

Un nouveau mur migratoire se construit

Mais, l'UE surveille jalousement l'accès extérieur à ses frontières : application des accords de Schengen en 1990 et restriction du droit d'asile par l'Allemagne en 1993 en prenant prétexte

chronique anarcha-féministe Bravo Messieurs GDF

Pour qui écoute régulièrement France Inter peut reprendre à son compte un des slogans publicitaires mitraillé régulièrement à l'antenne. Oui, « c'est agaçant ». M explique que sa femme veut faire installer le gaz et qu'elle a, l'effrontée, pleins d'arguments en faveur de cet investissement. M pense qu'elle a sans doute raison, et justement c'est là le hic, c'est agaçant une femme qui toujours raison. Nous avons bien noté cette formidable évolution qui fait qu'aujourd'hui, les femmes sont capables de comparer les mérites de telle ou telle source d'énergie pour la maison. Le progrès en matière d'égalité des hommes et des femmes est incontestable et plus grand qu'il n'y paraît. Il y a peu encore les femmes ne semblaient même pas douées de Raison, alors voyez si on a fait du chemin depuis !

Il y a plusieurs façons de se servir de sa Raison : on peut penser, échanger ses points de vue ; ou on peut concevoir la discussion comme un combat où il s'agira d'avoir raison. Les femmes s'expriment à égalité avec les hommes dans une assemblée et ça y est, elles monopolisent la parole. Les femmes revendiquent certains droits à égalité avec les hommes, ça y est, elles veulent le matriarcat. Vu comme cela, c'est sûr que c'est agaçant ! Nous aimerions tant ne pas toujours avoir raison et donc pouvoir entamer la discussion à égalité avec vous plutôt que d'être balayées systématiquement par la caricature et finalement ridiculisées et infantilisées.

Muriel, groupe Emma Goldman

des incidents xénophobes. L'édification d'un nouveau mur migratoire refoule les migrants dans les pays par lesquels ils sont entrés. L'Allemagne a signé, dans ce sens, des accords avec les pays frontaliers que sont la Pologne et la république Tchèque. Pour autant, l'UE s'inquiète de la présence sur le sol polonais des migrants arméniens (25 000) ou venant de l'Asie orientale et du monde indien par la filière balkanique. Ils ont été expulsés d'Allemagne, leur destination visée, vers la Pologne. Dans la perspective d'adhésion de ce pays à l'UE, cette dernière

demande donc à la Pologne de durcir sa politique d'immigration. Au bout du compte, les gagnants de l'arrimage de l'Est à l'Occident sont bien sûr la minorité d'anciens bureaucrates de l'appareil étatique. Comme les nouveaux syndicats indépendants ne sont que les courroies de transmission des politiques d'expansion des marchés, le désarroi social est profond et l'extrême droite pourrait tirer profit des explosions sociales en germe.

À moins que...

Guillaume. — groupe Durruti (Lyon)

GRANDE-BRETAGNE

Une chair à canon toute fraîche

La Coalition pour l'arrêt de l'utilisation d'enfants soldats vient d'épingler la Grande-Bretagne parce que l'âge de recrutement est à 16 ans. Le mouvement tendance pacifiste soft est soutenu par Joschka Fisher le vert ministre allemand. Celui-ci a déclaré qu'il tenterait de persuader ses collègues britanniques de modifier leur législation. (Au vu de l'article précédent, on doute de son succès.) Lesdits collègues britanniques goûtent assez peu la plaisanterie, et s'offusquent. Si, si. Oui, les jeunes de 16 ans peuvent s'enrôler dans l'armée (soit dit en passant, ceux qui quittent l'école à 16 ans n'ont guère de chance de se retrouver officiers, c'est donc bien de chair à canon 1er prix qu'il s'agit), mais vu le temps qu'il faut pour les former, ils ne sont pas opérationnels avant l'âge de 17 ans. C'est donc à 17 ans minimum qu'ils se retrouvent sur des lieux exposés à la guerre. En plus, ils ne sont pas les seuls, les États-Unis qui sont une référence en toute matière ont eux aussi des gens de 17 ans sur le « théâtre » des opérations. Couverture suprême, le porte parole du ministère souligne avec soin le fait que pour s'enrôler à 16 ans, il faut la signature des parents. Maîtres dans l'art de la justification à la Georgina, ils en rajoutent une louche avec l'argument massue : « Le Royaume Uni est en règle avec la déclaration des droits de l'enfant des Nations Unies ». Il est vrai que pour l'ONU, l'âge minimum pour combattre est de 15 ans.

Il y aurait à l'heure actuelle environs 300 000 personnes âgées de moins de 18 ans impliquées dans des combats, la plupart en Afrique, selon les chiffres du bureau des Quakers à Genève. Mais d'après Amnesty International, « le Royaume-Uni est détenteur d'un triple record : l'âge légal de recrutement le plus bas, le plus grand nombre de moins de 18 ans enrôlés en Europe, et c'est le seul pays à déployer effectivement des jeunes de 17 ans dans des conflits armés parmi les plus dangereux du monde ». Bien sûr, une personne est une personne, et à 17 ans ou à 19, un cadavre est un cadavre, et un salaud, un salaud. Les anarchistes n'ont pas pour habitude de chanter les louanges des règles et codes de la guerre propre et civilisée. Mais on ne peut s'empêcher de rester pantois devant des lois démocratiquement votées par des parlementaires qui eux décident des guerres tout en n'étant plus en âge de les faire. Surtout que pour ces mêmes parlementaires, il est inconvenant, et donc illégal, pour les gens de 16 à 18 ans, de regarder des films de fesse. C'est vrai qu'éventrer, étriper des étrangers à la baïonnette, poser des mines pour que les gosses s'y prennent les pieds, ça n'est pas du tout néfaste à l'équilibre de leur « jeunes personnalités influençables ». Non, du tout.

Vincent. — Ind. Gard

L'armée britannique embauche Délinquants: devenez assassins!

LA NOUVELLE GRANDE-BRETAGNE néo-libérale de la nouvelle gauche blairiste à la sauce « Troisième Voie », ne se lasse pas de se vautrer dans la nouveauté la plus éculée.

Le train des réformes est lancé, rien ne l'arrêtera plus. Le ministère de la Défense de Tony Blair vient de se lancer dans une consultation (« exploratory talks ») avec les centres de détention pour jeunes délinquants. L'armée va envoyer des officiers recruteurs pour recruter ce qu'ils nomment eux mêmes des « criminels » qui auront « payé le prix » de leurs crimes et seront un « atout de valeur » pour les forces armées. Des criminels à l'armée ! n'y a t il que les anarchistes pour trouver de l'humour à ce communiqué ?

Enfin, il doit peut-être y avoir un anti-militariste primaire dans les rouages de leur ministère, car le communiqué précise que les jeunes qui auront été envoyés en prison pour des histoires de racisme, de viol, ou de drogue ne seront pas concernés par ce programme de réinsertion. Les assassins ne sont pas concernés non plus puisqu'il faudra avoir été condamné à deux ans fermes maximum... Que de sous entendus !

Résumons : exit les violeurs, les racistes, les drogués et les meurtriers des terrains d'opération guerrière. Il

ne restera guère que les pilleurs. Jusqu'à présent, les recrues de l'armée devaient avoir un casier vierge. On fait moins la fine bouche quand le nombre des candidats spontanés baisse. Le même communiqué s'explique plus avant : « L'armée recherche les meilleures nouvelles recrues et si celles-ci sont à trouver à l'intérieur d'institutions pour jeunes délinquants, et bien soit ».

Mais attention, avant de se retrouver ripolinés de kaki de pied en cap, ces petits voyous devront avant de signer, faire un stage de 12 semaines où ils devront subir un entraînement non seulement physique, mais aussi une formation d'histoire militaire (ce doit être la caution pédagogique) et de lecture de carte (ça, ce doit être pour pas les perdre).

Vincent. — Ind. Gard

L'ARMÉE VEUT RECRUTER LES JEUNES DÉLINQUANTS

C'EST POUR
ÉVITER QU'IL
DEVienne UN
ASSASSIN!



LECTURE

Nestor Makhno, le cosaque libertaire

Alexandre Skirda

Ceux que le sort du monde préoccupe et qui, au travers des convulsions de notre siècle cherchent un enseignement leur apportant une meilleure compréhension des hommes de notre époque pour tous ceux-là l'épopée de Nestor Makhno cosaque anarchiste luttant dans les années vingt pour une Ukraine libertaire, organisée sur la base d'une grande fédération de soviets libres – constitue un événement capital dont la dimension humaine, sociale et historique a toujours été ignorée par les historiens patentés

La troisième édition, revue et augmentée, de l'excellent livre qu'Alexandre Skirda a consacré à notre compagnon Nestor Makhno nous fait découvrir et réhabiliter un grand nom de l'Anarchie que les inconditionnels du pouvoir soviétique avec tous ses intellectuels ralliés « allant à la gamelle » ont systématiquement calomnié.

L'auteur fait œuvre d'historien scrupuleux lorsqu'avec talent il se livre à la narration complète et détaillée de l'épopée de

Makhno et de ses partisans au nom de l'autodéfense armée de leurs intérêts sociaux et politiques. Il nous conte et décrit la réorganisation sociale économique et politique d'une Ukraine qui cherche à se libérer des hobereaux, des riches propriétaires foncier, des patrons et des commissaires politiques de Moscou.

Et l'on comprend mieux dès lors comment et pourquoi les partisans de Makhno jetèrent les bases d'un possible communisme libre, d'une société où les problèmes humains pourraient enfin trouver leur solution avec humanité.

Bien sûr, l'époque était éminemment tragique et, face à la menace de la réaction rouge bolchevique face aux diverses interventions militaires des « alliés » soutenant et encourageant la réaction blanche : les Dénékine, les Wrangel et consort, Makhno, magnifique organisateur et orateur, génial stratège militaire va tout mettre en œuvre pour que le camp de la Liberté et de la justice ne soit plus celui des vaincus !

Enfin, sur la base d'une immense documentation, Alexandre Skirda se livre à

une étude historique très détaillée sur le pourquoi et le comment des deux alliances militaires que devra conclure, contraint et forcé le mouvement makhnoviste insurgé avec la bande de Lénine siégeant à Moscou

Deux alliances en échange de promesses d'autonomie pour l'Ukraine. Deux alliances enfin et surtout en échange de quelques munitions que l'armée de Trotsky distribuera avec parcimonie et ira par surprise jusqu'à supprimer ! Munitions qui, jointes à celles reprises à l'ennemi par les « cosaques zaporogues » permettront aux makhnovistes de mettre à mal les Allemands, les Austro-hongrois, battant à plate couture les armées blanches en marche vers le Kremlin.

Et par deux fois, par une de ces facettes dont l'histoire est le secret, l'armée makhnoviste sauvera du désastre Lénine et sa bande de révolutionnaires professionnels qui, une fois leur stupeur conjurée, mettront tout en œuvre pour éliminer physiquement tous les hommes libres d'Ukraine !



Un livre complet où l'œuvre constructive de Makhno, ses écrits, ses discours sont abondamment cités et commentés et où l'homme nous est avec tact et humanité, restitué jusqu'à sa fin douloureuse en exil à Paris, à l'hôpital Tenon, peu de temps avant la révolution espagnole de 1936 où il aurait pu apporter l'expérience de ses luttes.

Enfin une mention spéciale doit être faite concernant la qualité et la diversité de l'iconographie rassemblée dans cet ouvrage où des clichés photographiques inconnus de Makhno côtoient ceux de ses descendants, là-bas en Ukraine, où l'œuvre du militant anarchiste fait l'objet du plus grand intérêt ; l'État ukrainien allant peu de temps avant

jusqu'à laisser imprimer des timbres-poste à l'effigie de Makhno !

Récupération nationaliste ? Peut-être, mais surtout symbole d'une certaine forme de liberté retrouvée en Ukraine.

Mais pour ceux qui ne pensent pas que « refaire le monde » soit seulement l'affaire de doux rêveurs ou de dangereux maniaques Makhno reste l'exemple d'un homme simple, refusant toujours l'iniquité et combattant jusqu'au bout de sa vie pour la liberté.

Un beau livre qu'il faut lire et faire lire absolument !

Régis

Nestor Makhno, le cosaque libertaire. Les Éditions de Paris - Max Chaleil. En vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 135 F.

EXPO

Honoré Daumier au Grand Palais

QU'Y A-T-IL DE PLUS RIDICULE QU'UN PARLEMENTAIRE ? Peut-être 26 parlementaires alignés, sculptés en terre et caricaturés par Daumier et stigmatisés pour le journal « La Caricature » (fondé en novembre 1830) les « célébrités du juste milieu », en réponse au discours de Louis-Philippe qui prétendait « se tenir dans un juste milieu, également éloigné des excès du pouvoir populaire et des abus du pouvoir royal ».

Fils d'un vitrier marseillais qui se piquait de littérature et flirta assidûment avec les monarchistes de la Restauration, Honoré Daumier (1808-1879) n'épousa pas les idées politiques de son père. À 22 ans, il est sur les barricades de juillet 1830. Le coup de sabre qui l'égratigne au front ne le dissuade pas, quelques mois plus tard de représenter Louis-Philippe en Gargantua monstrueux, avalant goulûment de pauvres miséreux portant sur leur dos des hottes remplies d'écus. Cette lithographie vaudra à Daumier six mois de prison et 500 F d'amende. Enfermé à Sainte-Pélagie, il en profite pour parfaire sa formation de peintre.

La révolte des Canuts en 1831, puis celle des Mutualistes lyonnais en 1834 débordent vers Paris où l'enterrement du général Lamarque dégénère sous les cris de « Vive la République ». Les massacres de la rue Transnonain du 16 avril 1834 inspireront à Daumier l'une des images les plus réalistes et les plus sobres du dessin lithographié.

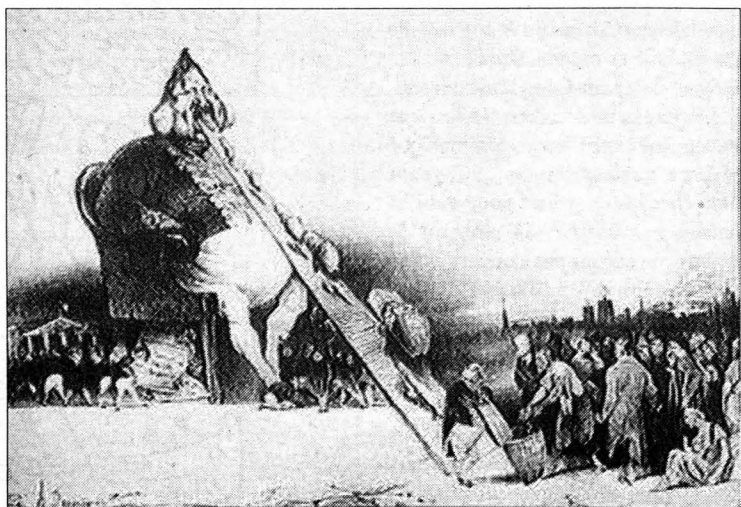
Quand la censure rend impossible la caricature politique, Daumier se lance avec la même verve et la même efficacité dans la satire sociale : De Robert Macaire, arché-

type du financier véreux, à Ratapoi, figure grotesque du politicien bonapartiste, des gens de justice aux dandys snobinards, personne ni aucun régime n'échappe à son œil malicieux et lucide. Mais le caricaturiste implacable cohabite avec l'artiste sensible et exigeant : la série « Les Fugitifs » traitée à la fois en peinture et en sculpture, apporte un témoignage sensible et tragique des déportations qui suivirent les journées révolutionnaires de juin 1848.

Dans les années 1850, Daumier se consacre de plus en plus à la peinture tout en continuant à travailler pour « La Caricature » et « Le Charivari ». Ce dernier le licenciera en 1860 car « ses abominations caricaturistes » font paraître-il chuter le nombre des abonnés ; pas pour longtemps puisque le même journal le réembauchera trois ans plus tard. L'exposition du Grand Palais présente une rétrospective assez complète de cet artiste, dessinateur génial, doué d'une observation extraordinaire, mais aussi sculpteur

et peintre. Daumier nous apparaît comme un créateur aux multiples facettes, dont le style simplificateur dénote le souci constant d'aller à l'essentiel sans jamais tomber dans l'anecdote. L'aspect « non finito » de ses œuvres peintes, mal compris à l'époque ainsi que la liberté de son pinceau et de sa palette annoncent les mouvements expressionnistes ultérieurs. Et le peintre dont Van Gogh a dit en voyant son « Don Quichotte » : « Il se peut qu'il soit notre maître à tous » fut peut-être effacé au XIX^e siècle par la virulence du caricaturiste. Républicain radical, Communard, fidèle à ses idées jusqu'au dernier jour, Daumier refusa la légion d'honneur en même temps que Courbet. L'exposition actuelle qui doit durer jusqu'au 3 janvier nous propose un voyage historique humoristique et talentueux à travers la société du XIX^e siècle qui, par bien des aspects, s'apparente à la nôtre. Daumier, que n'es-tu encore parmi nous ?

Yolaine Guignat



La lutte antinucléaire, l'exemple de Golfech

Sous le titre « Golfech, le nucléaire, implantation et résistance », Claude Courtes et J-C Driant nous donnent pour la première fois un bilan complet de près de 30 ans de lutte et d'engagement politique dans un combat antinucléaire local, qui peut servir d'exemple.

Ce livre, paru fin mai 1999, retrace chronologiquement dans ses 600 pages les décisions et les enjeux politiques nationaux et locaux, ainsi que l'organisation de la résistance, menés de 1962 à 1998 dans le département Lot-et-Garonne, à propos de la centrale électronucléaire de Golfech, au travers des manifestations, des meetings et d'actions diverses, qui ont pu conduire jusqu'à une reprise de l'« action directe » ou de la « propagande par le fait ». L'opposition à cette centrale est l'un des engagements antinucléaires, les plus marquants qu'ait connus le Sud-Ouest de la France dans ces dernières décennies du XX^e siècle.

De plus, ce document d'une importance historique indéniable, est décrit au travers de sa dimension sociale, politique dans le contexte du nucléaire français. Pour cela, il est précédé d'une brève histoire des découvertes de l'atome, de la radioactivité, du début de l'ère atomique. Il traite aussi de l'implantation de ce dernier en France, et des différentes formes de résistances que cela a provoqué avec malheureusement plus ou moins de succès. Il est complété de quelques dossiers liés au problème de l'énergie électrique comme les lignes à très haute tension, les retenues d'eau, les déchets nucléaires.

Réalisée à l'aide de fonds documentaires provenant de tous les horizons, cette publication est agrémentée d'une iconographie comprenant de nombreuses reproductions d'affiches, de photographies du site, des manifestations ainsi que des dessins produits au cours de ce long combat.

Ce document particulièrement fouillé s'adresse à un public large qui va de l'individu averti et soucieux de s'informer, en passant par l'universitaire, pour finir par le militant antinucléaire, écolo, syndicaliste, progressiste ou libertaire.

Michel Sahuc

Golfech, édition du CRAS. 150 F. En vente à la librairie du Monde libertaire.

CINÉMA

Les contes de Kish

La bague de Abolfazl Jalili, Le bateau grec de Nasser Taghvai, La porte de Mohsen Makhmalbaf

UN FILM EN TROIS ÉPISODES RÉALISÉS PAR TROIS auteurs. D'autres épisodes étaient prévus. Mais les films n'étaient pas prêts, donc seul trois des six auteurs pressentis ont présenté leur film à Cannes. Ce film a sketches frappe par l'originalité des histoires, par la beauté du pays ou elles se déroulent, par la diversité des paysages qui les illuminent. Abolfazl Jalili (monteur, scénariste et réalisateur à la fois) dédie son film aux étudiants-amis de sa promotion qui acceptaient n'importe quel travail pour aider leurs familles restées au pays. Ainsi voyons-nous un jeune diplômé dans un lieu désolé, survivre dans des conditions de non-

vie, se priver de tout pour acheter une bague (titre du film)... qu'il enverra à sa sœur pour qu'elle puisse épouser l'homme qu'elle aime. Le bateau grec de Nasser Taghvai décrit un chantier de troisième type. Dans un bateau échoué sur l'île s'accumulent d'étranges objets, des cartons aux inscriptions insolites et toutes sortes de choses qui troublent à la longue la femme du propriétaire d'un petit magasin-bistrot sur la plage. Des plans éblouissants nous montrent des hommes dans la cale inondée du bateau repêcher de très modestes trésors, grimper des kilomètres d'échelles pour les sêcher dehors au soleil. La sensation

éprouvée face à cette beauté brute est gâchée par une séquence de désenchantement qui relève davantage des arts et traditions populaires que du cinéma. Troisième épisode: La Porte est signée par Mohsen Makhmalbaf. Simplicité, écriture cinématographique limpide. La porte placée dans un paysage nu, le ciel, la mer, le sable, le désert... Que faut-il de

plus, quand un grand cinéaste tire les ficelles? Kish est une île, à 18 kilomètres au sud de la côte iranienne, située au centre du Golfe Persique. Très longtemps l'île était une zone franche. Mais tout cela appartient à un passé révolu. L'île se dépeuple et les trois témoignages en mouvement en rendent bien compte. Jalili, Taghvai et Makh-

malbaf ont tourné sur l'île de Kish trois contes issus du réel. Construits en ellipses, en digressions et en images poétiques, les films en disent long sur les rêves et la réalité, sur l'écart entre la vie rêvée et les nécessités; Ils font naître l'envie de connaître les autres films. **Heike Hurst (Fondu au Noir - Radio libertaire)**



Le Monde libertaire ne vous suffit pas? Vous vous demandez d'où viennent ces originaux qui ne font confiance à aucun politicien? Voici une brochure grand format qui retrace brièvement un panorama de l'anarchisme « des origines à hier soir ».

Les Anars. 44 p. Co-édition du Monde libertaire et Alternative libertaire. 30 FF; 200 FB.

Armand

Les anarchistes lorientais apprennent avec tristesse la mort d'Armand. Nous tenons ici à saluer sa mémoire.

Nos chemins s'étaient croisés en septembre 1996. Armand avait montré sa solidarité, son amitié envers ceux qui combattaient l'ordre moral et le financement public de la venue du pape à Sainte-Anne-d'Auray. Nous nous sommes de même rencontrés au moment de la lutte des ouvrières de Maryflo.

Armand était un chanteur apprécié et nous partageons la douleur de ses proches.

copinage

Michèle Bernard chantera le 19 novembre au Train théâtre de Portes-les-Valence. Renseignements : 04 75 57 28 97.

Les Ogres de barback seront le 26 novembre à la salle A. Malraux de Fleury-Mérogis. Renseignements : 01 69 46 72 09.

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

samedi 20 novembre à 10 heures:

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier: avec Benoist Rey, auteur de « Les Égorgeurs », sur la guerre d'Algérie.

samedi 20 novembre à 11 heures:

Chronique syndicales: « Les hommes du pneu », 2^e tome de l'histoire de Michelin (ed. de l'Atelier).

mardi 23 novembre à 22 h 30:

Paroles d'associations: Le sida en Afrique, avec Marie de Cenival, d'Act-Up Paris.

mardi 23 novembre à 22 h 30:

Jazz en liberté: Charles Gayle quartet en public (1993); Benny Golson group (1997); Frank Wright quartet (1973); Evan Parker trio (1994); John Coltrane meditations (1965).

mercredi 24 novembre à 11 heures:

Blues en liberté: saxophone, trompette... cuivre et blues.

LECTURE

Autogestion et anarcho-syndicalisme

Analyses et critiques sur l'Espagne 1931-1990

FRANK MINTZ, DANS CE petit livre publié aux Editions de la CNT, adopte résolument une position critique sur les réalisations économiques et sociales que l'anarcho-syndicalisme espagnol anima durant les trois années d'une révolution sociale qu'il inspira profondément. En bref, Frank Mintz ose discuter l'œuvre constructive du syndicalisme que nous aurions par fétichisme idéologique tendance à prendre comme argent comptant. Il rompt avec une certaine logique hagiographique coutumière à de nombreuses brochures et fréquente dans le souvenir nostalgique de quelques anciens compagnons toujours vivants. Mintz à raison, même si on ne partage pas toujours entièrement son analyse, d'adopter cette position objective, de poser la question de la réalité, de la nature et de l'étendue de l'autogestion espagnole car seule une connaissance distanciée des réalisations passées nous permettra de relancer une dynamique forte d'auto-organisation collective.

Critique et discussion

Après avoir, en quelques pages, rappelé les origines et la force du mouvement anarcho-syndicaliste espagnol organisé autour de trois principes clefs « action directe », « syndicat unique », « fédéralisme », il évoque et dénonce un certain suisme militant aux effets similaires à ceux produits par la bureaucratisation et qui se seraient endémiquement développés dans la CNT. Tout comme se serait fait jour une tendance à la professionnalisation (dont on connaît les ravages aujourd'hui à la CFDT et à la CGT) voire à l'autoritarisme dirigiste qui préfiguraient l'émergence d'une nouvelle classe dirigeante. On le comprend, Mintz ose tout aborder, même les tabous.

Malgré ces dérives possibles et ces critiques fortes, appuyées sur quelques citations significatives, Mintz rappelle, fort à propos, la réalité de cette autogestion espagnole où d'en bien des lieux des paysans analphabètes mais socialement cultivés en ont remontré en matière de socialisme à ces Messieurs scientifiquement cultivés mais socialement incultes. Ainsi l'auteur évoque, au-delà de textes et de témoignages, toujours commentés et analysés – qui décrivent les réalisations des collectivités autogérées – les grandes questions qui agitent ces expériences comme la suppression de l'argent, la protection

sociale pour tous, la réduction du travail à 36 heures (déjà!), la réduction des inégalités salariales et bien sûr celle du lien entre la CNT et la FAI.

Une révolution riche en enseignements

Mintz porte un regard sévère sur les dysfonctionnements et sur toutes les imperfections de l'anarcho-syndicalisme en action et sur l'attraction qu'exerça le pouvoir sur certain-e-s. On peut regretter toutefois que certaines analyses ne soient pas plus étayées. En particulier, celle où il affirme que la tendance « gouvernementaliste » de certains militants-e-s dépassait largement le cadre de la mouvance « trentristes » et réformistes et qu'elle était latente bien des années avant juillet 1936.

Malgré cette approche sans concession, Mintz réaffirme malgré toute la qualité des réalisations des anarcho-syndicalistes de la CNT souvent associés aux militants de l'UGT et la grande capacité de la classe ouvrière espagnole durant les années de guerre. Si cette expérience est si souvent occultée, là-bas comme ici, c'est sans doute parce qu'elle est porteuse d'espoir et de solutions qui, aujourd'hui comme hier, gênent les autoritaires et autres avant-gardistes pour laquelle la Classe - toujours en maternelle - a besoin d'être gouvernée.

Dans une dernière partie, Mintz se livre à quelques réflexions actuelles où il souligne opportunément que l'autogestion est « outre la prise de conscience de la lutte contre l'autoritarisme social et économique, c'est aussi le refus du gaspillage ». Propos contemporains qu'il est essentiel de rappeler dans une période où l'écologisme racoleur et parlementariste tente de s'approprier la vieille analyse anti-productiviste du mouvement libertaire. Enfin pour conclure, et là je partage entièrement son analyse, l'auteur affirme qu'il ne nous reste pas « d'autre choix que de sombrer dans un obscurantisme social ou de mettre en pratique l'autogestion révolutionnaire ». En d'autres termes, socialisme libertaire ou barbarie, alors, on commence quand?

Hugues Lenoir. – groupe Pierre-Besnard

Frank Mintz sera sur les ondes de Radio libertaire de 11h30 à 12h30 le 27 novembre 1999 dans l'émission Chroniques syndicales et l'après-midi, pour un débat, à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amelot) à partir de 16h30.

Bonaventure menacée de fermeture

JUSQU'À IL Y A ENCORE PEU, EN France, c'était l'instruction qui était obligatoire et non l'école. C'est ainsi qu'un certain nombre de familles choisissait d'instruire leurs enfants à la maison ou de se regrouper pour leur assurer cette même instruction. L'Éducation nationale pouvait alors contrôler la capacité des parents à dispenser cette instruction (savoir lire, écrire, compter ou être titulaire du certif, du BEPC, du bac... était considéré comme suffisant) et le « niveau scolaire » des enfants (une fois par an ou tous les deux ans).

La Ruche de Sébastien Faure, au début du siècle, et Bonaventure, depuis sept ans, fonctionnaient sur cette base. et purent ainsi défricher le terrain d'une éducation libertaire centrée sur les notions de coopérative intégrale, de communauté d'apprenants et de république éducative libertaire.

Il y a deux années de cela, après enquête, les services de l'Éducation nationale découvrirent avec effarement que dix mille enfants environ utilisaient la possibilité qui leur était offerte de « recevoir » une instruction dans un autre cadre que celui de l'école de l'État ou des curés, et que sur ces dix mille enfants, la plupart évoluaient dans des sectes.

Aussi, est-ce à l'unanimité que le parlement français vota la loi n° 98-1165 du 18 décembre 1998. Ce texte, qui a fait l'objet d'un n° spécial (le n° 3 du 20 mai 1999) du Bulletin officiel de l'Éducation nationale est sans équivoque aucune. Désormais c'est l'école (celle de l'État, des curés et d'un privé normalisé) qui est obligatoire, ce qui exclut toute recherche et expérimentation pédagogique et éducative remettant en cause la norme scolaire du moment. Pour ce qui concerne les parents qui désirent instruire leurs enfants à la maison, on leur accorde toujours ce droit, mais en l'assortissant de contrôles (scolaires, éducatifs et sociaux effectués par l'Éducation nationale, les communes, les services sociaux) d'une telle rigueur au niveau scolaire et d'un tel flou au niveau éducatif et social que toute instruction à la maison sera désormais dépendante du bon vouloir du prince et aura en permanence l'épée de Damoclès de l'interdiction suspendue au-dessus de sa tête. Les

nobles et autres aristos de la gauche caviar qui n'entendent pas mettre leurs enfants sur les mêmes bancs que ceux de la plèbe, ne devraient pas être inquiétés. Les autres, et c'est le but recherché, devront filer doux et être en bons termes avec le maire, les assistantes sociales, l'URSAFF, le fisc. Ou alors s'exposer à payer des amendes dissuasives et à se faire retirer la garde de leurs enfants par le juge pour enfants.

Pour ce qui concerne les parents qui, comme à Bonaventure, se regroupent pour monter une structure expérimentale qui ne relève pas de la norme scolaire puisqu'elle est tout à la fois école, centre d'éducation et république éducative, c'est du même tonneau.

gogie et l'éducation qui y était dispensée et qu'il a commencé à parler programme, sécurité... Qu'il compte revenir pour rencontrer le directeur administratif (qui n'existe pas car c'est ainsi dans une république éducative) afin de... Et que de fil en aiguille il ne va pas manquer de nous expliquer que Bonaventure devra se soumettre aux normes de l'Éducation nationale ou...

Lors de son dernier congrès (Toussaint 1999), la république éducative libertaire Bonaventure a décidé de ne pas se soumettre.

À terme, après un conflit frontal entre le petit David libertaire et l'État, le gouvernement de la gauche plurielle n'aura pas d'autre choix que de fermer Bonaventure. Et ce,

Wanted

Le centre de Ressources et d'Éducation libertaire Bonaventure recherche pour septembre 2000 un-e instituteur-trice ayant le désir de s'investir dans les domaines les plus divers de la pédagogie anti-autoritaire non laxiste, et libertaire... Sur l'île d'Oléron, depuis sept ans maintenant, une quinzaine d'enfants (maximum) et des adultes vivent une aventure éducative, pédagogique et associative passionnante et toujours en construction. Animations et réalisations sont construites dans le cadre d'une équipe pédagogique; les projets sont réalisés à partir de réunions décisionnelles des enfants. Vous ferez partie d'un groupe d'adhérents composé de parents, de pédagogues, de militants associatifs, politiques et syndicaux... engagés ensemble pour faire vivre et progresser cette structure et les enfants qui l'animent.

Dans le cadre de la charte de Bonaventure, les adultes participant au projet, s'engagent pour une à trois années maximum. Si participer à cette aventure vous intéresse, il vous est possible de nous contacter dès maintenant pour venir nous rencontrer avant le printemps 2000 et vivre le quotidien de Bonaventure avant de vous engager formellement. **Bonaventure, 35, allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges d'Oléron. Tél: 05 46 75 28 07. E-mail: bonaventure@wanadoo.fr**

Bref, avec cette loi, l'État va pouvoir tordre le cou aux sectes, sauver dix mille mômes de l'enfer dans lequel ils évoluaient, et nous ne pouvons que nous en réjouir.

Reste que cette loi qui rend l'école (de l'État, des curés et du privé normalisé) obligatoire tord également le cou à des expériences éducatives comme Bonaventure.

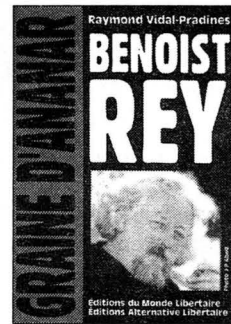
C'est ainsi que dès la dernière rentrée, un inspecteur s'est rendu dans les familles Bonaventurières pour évaluer le niveau scolaire des enfants qui, s'est révélé être supérieur à la moyenne. Qu'il s'est rendu à Bonaventure pour évaluer la péda-

au nom de la défense d'une instruction de qualité et d'une éducation à la citoyenneté qui sont l'âme de Bonaventure et qui n'existent pas dans les abattoirs-abrutissoirs de la scolarité ordinaire.

Le gag! Oh, hé, les grandes gueules du PS, du PC et des Verts qui prétendaient lutter contre l'école de l'inégalité des chances, contre l'échec scolaire (toujours pour les mêmes), le subventionnement des écoles de curetons (les sectes qui ont réussi), le massacre de l'enfance à petits coups d'aiguilles normalisatrices ou à grands coups de gourdin autoritaires... on aimerait bien vous entendre à propos de la fermeture « programmée » d'une petite république éducative libertaire laïque. gratuité, pratiquant l'égalité des revenus, la propriété collective, et, fonctionnant sur les bases de l'apprentissage à et par la liberté, l'égalité, l'entraide, l'autogestion et la citoyenneté.

En attendant, Bonaventure, comme Summerhill qui se trouve visée par des mesures du même ordre, continue. Bonaventure continuera toujours tant que... !

Jean-Marc Raynaud



Benoist Rey a toujours fait partie de ces inorganisés qui se méfient des embrigadements est l'auteur du livre « Les Egorgeurs », récit dénonçant les horreurs quotidiennes de la guerre d'Algérie. Livre interdit à sa sortie en 1961 et récemment réédité par les éditions du Monde libertaire.

La brochure publiée dans la collection « graine d'ananas » vient utilement accompagner la lecture des Egorgeurs.

Deux textes : l'un de Raymond Vidal-Pradines « raconte » Benoist Rey, l'autre de

Benoist Rey lui-même est donc autobiographique.

Benoist Rey. Collection « graine d'ananas ». Editions du Monde libertaire et Alternative libertaire. 20 FF ; 100 FB.

A G E N D A

vendredi 19 novembre

MONTPELLIER: Le groupe « un Autre futur » de la F.A. organise un débat « qu'est ce que l'anarchisme » à 20 h 30 à l'Antre Anar, 5 rue Jeanne-d'Arc.

PARIS: Le groupe de la Villette de la F.A. organise une présentation du documentaire « Vivre l'utopie » sur la révolution espagnole, à 20h30 à l'Usine, 102, bd de la Villette (19^e).

PARIS: Rencontre-débat à la Maison des femmes, 163 rue de Charonton, (12^e) à 20 h 30 sur le thème « Des femmes résistent à la précarité » avec Liane Mozere, sociologue. Participation aux frais : 10 F. Buffet, table de presse.

SAINT-DENIS: L'association Oxygène et les éditions du Monde Libertaire organisent un forum ayant pour thème: « Devoir de mémoire autour de la guerre d'Algérie ». Benoist Rey présentera son livre « Les Égorgeurs », carnet de route d'un appelé censuré en 1961. à 14 heures; à l'université Paris VIII (fac Vincennes- Saint-Denis). fléchage de la salle à partir de l'entrée principale. (métro: université de Saint- Denis).

samedi 20 novembre

LYON: Le groupe Kronstadt de la F.A. organise une **journée contre les licenciements, le chômage et la précarité**. À 11 heures, information de rue (Bd de la Croix Rousse, face à la mairie), suivie d'un casse-croûte et d'un débat (15 heures) à la Plume Noire, 19 rue Pierre-Blanc (1^{er}).

PARIS: La librairie du Monde libertaire organise un forum avec Benoist Rey, auteur du livre « Les Égorgeurs » (sur la guerre d'Algérie) à 16 h 30, 145, rue Amelot (11^e).

STRASBOURG: Le collectif « un Mumia, des Mumia » vous invite à le rejoindre à 15 heures place Kléber pour une manifestation de soutien à la lutte de Mumia Abu Jamal et de tous les Mumia de par le monde victimes d'une justice de classe et d'État.

jeudi 25 novembre

QUIMPER: Débat co-organisé par la Fédération anarchiste, la CNT, Scalp No-Pasaran et Alternative libertaire : « Agriculture, agroalimentaire et santé publique » à 20h30, aux halles Saint-François.

samedi 27 novembre

NANTES: Le Comité anti-OGM 44 organise une manifestation à 15 heures, place Royale.

PARIS: La librairie du Monde libertaire organise un forum avec Franck Mintz, auteur de « Autogestion et anarchosyndicalisme. Analyse et critique sur l'Espagne 1931-1990 » à 16 h 30, 145, rue Amelot (11^e).

vendredi 3 décembre

VANNES: Le groupe René Lochu propose son Ciném'Anar à 20 h 30 au Palais des Arts, avec la projection de « Roger et Moi », qui sera suivi d'un débat sur la précarité.

samedi 4 décembre

PARIS: La librairie du Monde libertaire organise un forum avec Jean-Jacques Gandini, auteur du livre « Le Procès Papon » à 16 h 30, 145, rue Amelot (11^e).

PARIS: La Société Proudhon organise son colloque annuel à partir de 9 heures au FIAP, 30, rue Cabanis (14^e). Au programme: Proudhon; la pensée comme action; Action sociale et capacité politique; Syndicalisme et émancipation; De nouvelles formes d'action syndicale...

lundi 6 décembre

MARSEILLE: Le CIRA organise un débat avec Nadine Fresco, auteur de « La fabrication d'un antisémite » (sur Paul Rassinier), à 19heures 3, rue Saint-Dominique (1^{er}).

MONTPELLIER

200 personnes pour soutenir Mumia

Samedi 13 novembre, environ 200 personnes se sont réunies à l'appel des comités de soutien à Mumia et de nombreuses organisations politiques et syndicales. Malgré une pluie laissant à penser que de nombreuses volontés ont été rebutées, cette mobilisation montre que le soutien à Mumia Abu-Jamal reste fort. Rendez-vous est donc pris pour de futures mobilisations, sous un ciel plus clément, espérons-le ! Un débat aura lieu à la fac de Lettres de Montpellier le vendredi 19 novembre à 18 h et un concert de soutien est organisé pour le mercredi 24 novembre à l'Antirouille.

Stéphanie. - Fédération anarchiste de Montpellier